



>> Interview

propos recueillis par **Yannick Urrien**

La droite doit redonner aux Français le goût du travail.

Christelle Petex-Levet, députée LR de Haute-Savoie :

« Les 35 heures ont été une catastrophe. »

Lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, Christelle Petex-Levet, députée LR de Haute-Savoie, a évoqué la saturation du système de soins français, ainsi que le problème des personnels soignants non vaccinés : « Revenons au libre choix du médecin, redonnons aux professionnels des conditions de travail dignes, revalorisons les salaires et le tarif des consultations, réduisons les tâches administratives et – ce qui aurait déjà dû être fait – réintégrons les soignants non vaccinés ! » Nous abordons également avec Christelle Petex la question du travail et l'avenir des Républicains.

L'Hebdo-Bourseplus :

Cette régression que nous connaissons dans le domaine de la santé, entre la désertification médicale, les urgences débordées et la pénurie de certains médicaments dans les pharmacies, marque-t-elle un signe important du déclin de notre pays ?

Christelle Petex-Levet :

Cela fait déjà pas mal d'années que nous disons cela. Nous lançons des alertes. Le processus de soins se complexifie et l'on manque de plus en plus de médecins. Nous n'avons pas attendu 2023 pour faire ressortir tout cela. Jusqu'à présent, la France faisait office d'exemple et c'est maintenant l'inverse. Or, beaucoup de gens, dans les pays voisins, nous expliquent que nous avons encore de la chance dans la prise en charge et l'accompagnement en matière de santé. Mais, ce qui est important, c'est de prendre les bonnes décisions pour ne pas tomber davantage dans le déclin, car ce qui se prépare est catastrophique.

Les villes moyennes et petites sont-elles les plus affectées par la désertification médicale ?

Pas forcément. On s'aperçoit aujourd'hui que les difficultés sont partout, dans les grandes villes comme dans les petites villes. Chez nous, en Haute-Savoie, il n'y a pas vraiment de différence entre la ville et la campagne, toutes les familles sont touchées par cette question de la désertification médicale. Dans les années à venir, la moitié des médecins de Haute-Savoie vont partir à la retraite. Un autre problème va se greffer : tous ceux qui ont encore la chance d'avoir un médecin de famille, mais qui est proche de la retraite, n'en auront plus d'ici à quelques années.

Que faudrait-il faire ?

Dans la vallée du Giffre, des médecins se sont regroupés pour essayer d'être davantage attractifs et cela a marché. Aujourd'hui, dans cette vallée, ils sont surdotés en médecins. Donc, c'est un mode de fonctionnement qui peut attirer du monde. On observe aussi que les professions libérales ont envie de travailler à plusieurs, de se regrouper, et l'organisation n'est plus la même. On sait que lorsqu'un médecin part à la retraite, il faut deux à trois médecins pour le remplacer. On observe cela dans tous les métiers. Les gens n'ont plus envie

de travailler de la même manière. Ils ont envie de s'accorder du temps. Il y a de plus en plus de femmes médecins qui doivent gérer leur vie de famille en parallèle. Dans le même temps, le temps consacré à l'administratif est de plus en plus important et cela vient empiéter sur le temps d'accueil des patients.

Cela fait des décennies que la valeur travail est mise à mal et ce phénomène s'est accéléré au cours des dernières années, notamment avec le confinement. N'est-ce pas tout notre rapport au travail qu'il va falloir revoir dans les années qui viennent ?

Pour moi, les 35 heures ont été une catastrophe, parce que les gens ont voulu privilégier le bon temps, plutôt que le travail. J'ai vraiment observé un réel changement après la mise en place des 35 heures. Il est certain que la valeur travail a changé. Cela devient compliqué de donner l'envie de travailler aux jeunes. Ils ne comprennent pas ce que cela peut leur apporter. Mais nous avons la chance d'habiter près de la Suisse. En Suisse, on travaille encore 42 heures par semaine et c'est quatre semaines de congé, pas cinq. Donc, dans la plupart des foyers, lorsqu'il y a des frontaliers, les gens sont encore dans ce mode de fonctionnement. En France, malheureusement, on ne fait rien pour donner envie aux gens de travailler et tous les secteurs sont concernés. Tous les chefs d'entreprise que je rencontre me disent la même chose : les gens viennent quand ils ont envie, ils ne donnent pas d'excuses, il n'y a plus de respect...

Vous avez évoqué à l'Assemblée nationale la question des soignants non vaccinés. Il est impossible, d'ailleurs, d'en connaître le véritable chiffre. Certains sont partis, d'autres se sont mis en congé en prétextant autre chose, beaucoup se sont fait de faux certificats de vaccination entre eux... Comment expliquez-vous que le gouvernement demeure aussi crispé sur cette question ?

Je ne comprends pas et c'est bien pour cette raison que j'ai abordé cette question à l'Assemblée nationale. C'est quelque chose d'impensable. Je suis tout à fait consciente que ce n'est pas la réintégration des soignants non vaccinés qui va sauver notre système de santé, mais cela relève d'un état d'esprit. Je ne comprends pas. Le gouverne-

ment a pris une posture et, par principe, il ne reviendra pas dessus. C'est bien malheureux, parce qu'il s'agit de la question de la santé des gens. En plus, aujourd'hui, il y a de nombreuses preuves sur le fait que le vaccin ne change rien à la propagation du virus. Le gouvernement est très fermé là-dessus. Aucune ouverture n'est possible. Donc, cela relève d'une position de principe et personne ne reviendra là-dessus.

Que diriez-vous à votre famille politique pour qu'elle ne se désintègre pas dans les années qui viennent ?

Je dirais qu'il faut garder notre ligne. Nous sommes une famille politique et il faut arrêter de positionner nos votes en fonction d'un éventuel rapprochement avec Macron ou le RN. Nous sommes les LR, avec des valeurs. Nous défendons le travail, nous avons une vision économique, mais aussi environnementale. Je trouve regrettable que nous n'osions pas afficher tout cela clairement, mais que le débat s'inscrive tout de suite entre le soutien ou l'opposition à l'un ou l'autre.

De nombreux Français pourraient comprendre qu'il est nécessaire de travailler davantage pour équilibrer notre système de retraite. Toutefois, dans le même temps, on voit le gouvernement dépenser des milliards pour le confinement, aider tel ou tel pays, financer la guerre en Ukraine... Alors, il est difficile ensuite d'expliquer qu'il va falloir travailler deux ans de plus pour financer les retraites...

C'est incompréhensible. En Haute-Savoie, nous avons 600 infirmières qui sont inscrites à Pôle emploi et qui perçoivent le chômage, tandis que nous en manquons dans tous les établissements. On ne peut pas demander aux gens d'aller travailler davantage, alors que ce sont déjà des gens qui travaillent. Ce sont loin d'être des profiteurs, alors qu'en parallèle on continue de gaspiller de l'argent public, notamment dans l'assistanat. Avant de demander aux gens de travailler plus en nombre d'années, on pourrait déjà leur demander de travailler un peu plus en nombre d'heures par semaine et cela permettrait de combler fortement le trou qui existe aujourd'hui. ■